

Zeitschrift: Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat

Herausgeber: Société de communication de l'habitat social

Band: 47 (1974)

Heft: 1

Artikel: Villages genevois : considérations critiques sur la conférence-débat sur l'aménagement et la protection de nos villages, organisée par la Fédération genevoise des associations d'intérêt le 19 novembre 1973

Autor: Ludi, Jean-Claude

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-127593>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Villages genevois

Considérations critiques sur la conférence-débat sur l'aménagement et la protection de nos villages, organisée par la Fédération genevoise des associations d'intérêt le 19 novembre 1973¹

16

généité des «papers» présentés a rendu difficile la mise en évidence des questions fondamentales. Il est apparu que nous n'augmentons pas notre pouvoir d'action sur l'environnement proportionnellement à l'acquisition de connaissances nouvelles, ce second terme étant nettement prédominant. Cette constatation démontre probablement que l'objectif central de la psychologie architecturale est de se révéler instructive, davantage que de conduire à une application directe des résultats de la recherche. La participation à cette conférence était dans sa majorité britannique et scandinave, et dans une moindre mesure, allemande, française et suisse.

Septembre 1973 – University of Surrey, Guildford (Angleterre)

3^e Conférence sur la psychologie et l'environnement construit

Avec une participation de plus d'une centaine d'enseignants et de chercheurs, la réunion de Guildford a été particulièrement instructive. Le débat restreint sur les méthodologies de recherche a largement fait place au développement de thèmes tels qu'effets contraignants de l'environnement sur le comportement (l'habitation, les prisons, les constructions militaires...), différences culturelles par rapport au logement, modes de cognition, importance des facteurs d'esthétique... La moyenne des communications se situait sur un plan résolument pragmatique par opposition au contenu d'une bonne partie de la littérature spécialisée. La diversité des conférences était telle que les contributions pouvaient se révéler utiles à plusieurs niveaux différents.

Faire le point à la suite de trois confrontations aussi différentes entre elles est une entreprise difficile. Si certains thèmes semblent resurgir fréquemment au détriment d'autres, il n'est pas aisé d'y trouver des motifs conjoncturels. Plus que jamais, esquisser des perspectives d'avenir semble être une tentative impossible. Mais le progrès dans la connaissance, d'une part, et la disponibilité des matériaux à confronter, de l'autre, apparaissent avec toujours davantage d'évidence. Cependant, nous avons affaire à un domaine si complexe que nous nous devons de tenter certains raccourcis simplificateurs, qui seuls permettent de situer l'état d'avancement de la psychologie architecturale dans son ensemble, ainsi que de porter un jugement sur l'intérêt relatif des différents «axes» de recherche.

Gilles Barbey, octobre 1973

C'est sans théorie architecturale que les constructeurs de villages créèrent des espaces bâtis. Ces bâtisseurs étaient des artisans issus et vivant dans le milieu des villages, ils étaient intégrés dans la structure sociale de ces milieux au même titre que leurs clients. Hors de l'activité industrielle, ces activités se développaient d'une manière relativement autonome, dont la progression technique était lente mais plus facilement équilibrée et auto-contrôlée. Sans négliger les modes d'exploitation féodaux et particulièrement en ce qui concernait la main-d'œuvre agricole, les bâtisseurs étaient placés devant des travaux concrets, ils en décidaient partiellement le programme, traitant aussi bien les problèmes de forme que de contenu. Pour les besoins actuels d'une planification à une échelle dont on ne ressent pas tous les besoins et les limites, surtout au niveau campagnard, les autorités ont recours à des architectes dont elles attendent un mélange de technocratie et d'humanisme pour régler, entre autres, les problèmes de la protection des villages à l'aide de théories on ne peut plus subjectives portant sur les «lois» des pleins et des vides, des surfaces et des volumes, des proportions, des entités et ensembles, etc. Pour la démonstration de leurs concepts, les architectes², s'ils semblent assez à l'aise pour attaquer des cas de «dégradation» dans les villages, restent cependant muets lorsqu'il s'agit de mettre en valeur ou de citer des bons exemples de constructions contemporaines ne nuisant en rien à l'intégrité d'un village.

Ces bons exemples sont effectivement rares, mais omettre d'en exposer après avoir «théorisé» sur l'intégration n'est pas une marque d'engagement très profonde. D'autre part, le lourd poids de la presque totale incohérence de l'ensemble de la production architecturale actuelle³ (défiguration des villes anciennes, anamorphisme des faubourgs, cités-casernes, etc.) n'est pas pour assurer des rapports de confiance entre les populations campagnardes et les architectes, urbanistes et autres amé-

¹ Conférenciers: Jean-Pierre Dom, architecte, vice-président de la Commission des monuments et des sites, et Michel Annen, architecte, auteur d'un important travail sur l'aménagement de communes genevoises.

² Les architectes conférenciers et autres prises de position (cf. articles de J.-P. Vouga dans *Habitation* septembre 1968, Urbaplan dans *Habitation* avril 1970, sinon de timides essais de J.-P. Vouga dans *Habitation* en septembre 1971 et juillet 1972).

³ Rolf Keller, *Bauen als Umweltzerstörung*.

Jörg Müller, *Alle Jahre wieder saust der Presslufthammer nieder...* Edition: Sauerländer, Aarau.

nagistes. On peut en tout cas se permettre de douter de leurs capacités à faire régner le maintien de l'harmonie architecturale à l'aide de normes et autres mesures.

Il est aussi clair que la population campagnarde fait de plus en plus partie de notre société industrielle et bureaucratique et que, de ce fait, elle n'a plus non plus les moyens et les connaissances pour avoir le minimum d'autorité dans des dialogues relatifs au développement du territoire, en vue de défendre ses intérêts. De concrets, les travaux et les besoins de cette population sont également devenus abstraits et divisés à l'extrême (suppression d'activités rurales et villages-dortoirs, au même titre que les cités satellites). C'est face à cette situation que les architectes se posent comme seuls interlocuteurs à posséder la connaissance du comment et du pourquoi du développement des villages, avec certaines idées sur la «vocation» des villages.

A la suite de ces raisons très générales d'une méfiance à avoir à l'égard des autorités et de ces spécialistes du développement, on a pu se poser quelques questions de détail en rapport avec la signification de cette conférence-débat.

Tout d'abord la personnalité des deux architectes conférenciers: selon l'intervention d'un député genevois, le Grand Conseil genevois a été saisi, dans les six derniers mois, de deux cas litigieux entre les populations villageoises et les deux conférenciers, agissant en tant qu'architectes privés. S'agissait-il pour ces personnes d'une prise de température ou bien encore de redorer un blason? En tout cas, les réactions de plusieurs maires dans le public ne durent pas leur laisser d'ambiguïté par rapport aux espoirs de persuasion qu'ils se promettaient de dispenser.

Il fut répondu qu'il n'y avait pas lieu de dramatiser, et que pour les communes et les villages pour lesquels il y a

des projets de construction, ces travaux se feraient par «tranches», et que c'est au fur et à mesure que les populations anciennes et nouvelles seraient consultées, pour la définition du contenu des autres «tranches» à construire. En fait cela signifie que l'on envisage de poursuivre la politique actuelle qui est de faire construire tout d'abord des logements par le secteur privé, avec le minimum d'infrastructure et autres services, et la justification de la pseudo-consultation tend à faire admettre que les infrastructures manquantes seront construites en dernier et par les pouvoirs publics, aux frais de la collectivité. Cette politique entraîne également des mouvements spéculatifs sur les terrains en attente de construction des autres tranches et contre lesquels aucune mesure de blocage n'est prise. Au sujet de la spéculation, il en est de même lorsqu'un architecte produit un plan d'un village sur lequel il définit des zones edificandi et non edificandi par rapport à des mesures de préservation, on s'imagine les différentes réactions des divers propriétaires à la lecture de ces plans, selon qu'ils soient ou non favorisés.

Autre question soulevée dans les débats, celle de la signification de se préoccuper de manière aussi accentuée de la préservation des villages alors que l'on tait tout ce qui se passe en ville et dans d'autres quartiers de la périphérie. On se prépare en effet à donner le coup de grâce à certains quartiers du centre où l'on expulse les habitants, où l'on rencontre les prix de terrains parmi les plus chers du monde. S'agit-il alors de mettre en priorité la préservation pour une toute petite minorité de privilégiés, une qualité «vieille pierre» dans certains villages?

C'est là une question, et non des moindres, à laquelle il faut répondre. Déjà, certains mouvements d'habitants exigent des mesures sans tarder.

Jean-Claude Ludi, architecte